



DÉPARTEMENT DE LA HAUTE-SAÔNE

ARRONDISSEMENT DE LURE

CANTON D'HERICOURT-OUEST

MAIRIE de CHAMPEY

70400

Tél. : 03.84.27.41.16

Fax : 03.84.27.46.33

Commune de CHAMPEY

Mairie

12, rue de la Mairie

70400 CHAMPEY

☎ : 03 84 27 41 16 - 📠 : 03 84 27 46 33

mairie.champey70@wanadoo.fr

PROCEDURE ADAPTEE

MARCHE DE MAITRISE D'ŒUVRE
"BATIMENT"

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

(CCAP)

Lot n°1

OBJET : Programme des travaux relatifs à un projet de chaufferie automatique
au bois et ses périphériques pour desservir :

- la Mairie-Ecoles,
- les bâtiments aux abords de la Mairie et le CPI,
- un bâtiment HLM en projet (6 logements),
- Une future Salle des fêtes et le vestiaire sportif attenant,
- plusieurs habitations privées au passage du réseau

à Champey

Mandataire

**SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIE
DU DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAONE**

20 avenue des Rives du Lac 70000 Vaivre-Et-Montoille

Tél. 03.84.77.00.00 – Fax. 03.84.77.00.01

E-mail : contact@sied70.fr



SOMMAIRE

CHAPITRE PREMIER – GÉNÉRALITÉS	3
ARTICLE 1^{ER} - OBJET DU MARCHÉ : DISPOSITIONS GÉNÉRALES	3
1.1. OBJET DU MARCHÉ	3
1.2. TITULAIRE DU MARCHÉ	3
1.3. CATÉGORIE D'OUVRAGES ET NATURE DES TRAVAUX	3
1.4. CONTENU DES ÉLÉMENTS DE MISSION	3
1.5. ASSISTANCE A MAÎTRISE D'OUVRAGE	3
1.6. CONTRÔLE TECHNIQUE	3
1.7. COORDONNATEUR EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ DES TRAVAILLEURS	3
1.8 – COORDINATION SYSTEMES DE SECURITE INCENDIE	4
1.9 - MODE DE DÉVOLUTION DES TRAVAUX	4
ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	4
2.1. PIÈCES PARTICULIÈRES	4
2.2. PIÈCES GÉNÉRALES	4
ARTICLE 3 – TVA.....	4
CHAPITRE II - PRIX ET RÈGLEMENT DES COMPTES.....	5
ARTICLE 4 - FORFAIT DE RÉMUNÉRATION	5
4.1. FIXATION DU FORFAIT DÉFINITIF DE RÉMUNÉRATION.....	5
4.2. DISPOSITIONS DIVERSES.....	5
ARTICLE 5 – PRIX.....	5
5.1. FORME DU PRIX	5
5.2. MOIS D'ÉTABLISSEMENT DU PRIX DU MARCHÉ	5
5.3. ACTUALISATION DU PRIX FERME	5
ARTICLE 6 - RÈGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE.....	6
6.1. ACOMPTES	6
6.2. SOLDE	7
6.3. DÉLAIS DE PAIEMENT	7
CHAPITRE III – DELAIS, PENALITES POUR RETARD	8
ARTICLE 7 – PHASE "ETUDES" ET DOE	8
7.1. ETABLISSEMENT DES DOCUMENTS D'ÉTUDE.....	8
7.2. RÉCEPTION DES DOCUMENTS D'ÉTUDES.....	8
ARTICLE 8 – PHASE «TRAVAUX»	9
8.1. VÉRIFICATION DES PROJETS DE DÉCOMPTES MENSUELS DES ENTREPRENEURS	9
8.2. VÉRIFICATION DU PROJET DE DÉCOMPTÉ FINAL DE L'ENTREPRENEUR	9
CHAPITRE IV - EXECUTION DE LA MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE JUSQU'A LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX.....	10
ARTICLE 9 - COÛT PRÉVISIONNEL DES TRAVAUX.....	10
ARTICLE 10 - CONDITIONS ÉCONOMIQUES D'ÉTABLISSEMENT	11
ARTICLE 11 - TOLÉRANCE SUR LE COÛT PRÉVISIONNEL DES TRAVAUX	11

ARTICLE 12 - SEUIL DE TOLÉRANCE	11
ARTICLE 13 - COÛT DE REFERENCE DES TRAVAUX	11
CHAPITRE V - EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'OEUVRE APRES PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX.....	12
ARTICLE 14 - COÛT DE RÉALISATION DES TRAVAUX.....	12
ARTICLE 15 - CONDITIONS ÉCONOMIQUES D'ÉTABLISSEMENT	12
ARTICLE 16 - TOLÉRANCE SUR LE COÛT DE RÉALISATION DES TRAVAUX	12
ARTICLE 17 - SEUIL DE TOLÉRANCE SUR LE COÛT DE RÉALISATION DES TRAVAUX	12
ARTICLE 18 - COMPARAISON ENTRE RÉALITÉ ET TOLÉRANCE	12
ARTICLE 19 - PÉNALITÉS POUR DÉPASSEMENT DU SEUIL DE TOLÉRANCE.....	12
ARTICLE 20 - ORDRES DE SERVICE	13
ARTICLE 21 - PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	13
ARTICLE 22 - DIRECTION DE L'EXÉCUTION DES TRAVAUX	13
ARTICLE 23 - ACHÈVEMENT DE LA MISSION.....	13
CHAPITRE VI - RESILIATION DU MARCHE. CLAUSES DIVERSES	14
ARTICLE 24 - RÉSILIATION DU MARCHÉ.....	14
ARTICLE 25 - CLAUSES DIVERSES	14
25.1. ASSURANCES.....	14
25.2. ARRÊT DE L'EXÉCUTION DE LA PRESTATION	14
ARTICLE 26 - DÉROGATIONS AU CCAG-PI.....	14

CHAPITRE PREMIER – GÉNÉRALITÉS

ARTICLE 1^{ER} - OBJET DU MARCHÉ : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1. OBJET DU MARCHÉ

Le marché régi par le présent Cahier des clauses administratives particulières est un marché de maîtrise d'œuvre pour la réalisation d'un bâtiment à usage de chaufferie centralisée et de ses raccordements aux réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone.

Il est destiné à recevoir une chaufferie automatique au bois, ainsi qu'un silo de stockage contigu à ce même bâtiment.

Le Permis de Construire n'est pas encore délivré.

La mission de maîtrise d'œuvre comprend donc toutes les phases de maîtrise d'œuvre (conception), le suivi de la réalisation des travaux de génie civil et la mise en service des installations.

1.2. TITULAIRE DU MARCHÉ

Les caractéristiques du titulaire du marché désigné dans le présent CCAP sous le nom «le maître d'œuvre BÂTIMENT» sont précisées au chapitre B de l'acte d'engagement.

1.3. CATÉGORIE D'OUVRAGES ET NATURE DES TRAVAUX

L'ouvrage à réaliser appartient à la catégorie "construction neuve" d'ouvrages bâtiment.

1.4. CONTENU DES ÉLÉMENTS DE MISSION

Il est confié au maître d'œuvre une mission de base au sens de l'article 15-I (construction neuve) du décret n°93-1268 du 29 nov. 1993.

Le contenu de chaque élément de mission est celui qui figure aux annexes I et II de l'arrêté du 21 décembre 1993 : ESQ - APS – APD – PRO – ACT – VISA – DET et AOR

Il est précisé que, d'une part, le dossier de demande de permis de construire est remis par le maître d'œuvre au maître de l'ouvrage après que ce dernier aura réceptionné l'APS et, d'autre part, les études d'exécution sont réalisées par les entreprises retenues pour les travaux.

Le maître d'œuvre s'appuiera notamment sur l'étude de faisabilité réalisée préalablement dont une copie lui aura été remise.

1.5. ASSISTANCE A MAÎTRISE D'OUVRAGE

L'assistance à maîtrise d'ouvrage est assurée par le Syndicat d'Energie du Département de la Haute-Saône (SIED 70) auquel le maître d'ouvrage a confié **une mission de mandataire**.

1.6. CONTRÔLE TECHNIQUE

Pour l'exécution du présent marché, le maître de l'ouvrage ne sera pas assisté d'un contrôleur technique.

1.7. COORDONNATEUR EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ DES TRAVAILLEURS

Dans le cadre de son marché, le maître d'œuvre doit fournir au CSPS toutes les informations ou documents nécessaires à l'exercice de la mission de celui-ci et tenir compte des avis de celui-ci.

Tout différend entre le maître d'œuvre et le CSPS est soumis au maître de l'ouvrage.

1.8 – COORDINATION SYSTEMES DE SECURITE INCENDIE

Si une mission SSI était nécessaire (précision à fournir par l'un des maîtres d'oeuvre « Bâtiment » ou « Energie thermique » en phase APD), elle fera l'objet d'une commande spécifique du Maître d'ouvrage et **ne sera pas incluse dans le présent contrat**.

Il est précisé que le maître d'ouvrage pourra se faire assister à tout moment par des spécialistes et experts dans différentes disciplines, s'il le juge utile.

1.9 - MODE DE DÉVOLUTION DES TRAVAUX

La dévolution des travaux est prévue par marchés séparés.

ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

2.1. PIÈCES PARTICULIÈRES

- a) l'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
- b) le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- c) le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- d) le programme des travaux et ses annexes ;

2.2. PIÈCES GÉNÉRALES

- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par le décret n° 78-1306 du 26 décembre 1978 modifié, en vigueur lors de la remise des offres ou en vigueur lors du mois d'établissement des prix (mois m_0),
- le décret n° 93-1268 du 29 novembre 1993,
- l'arrêté du 21 décembre 1993,
- le CCTG (cahier des clauses techniques générales) applicable aux marchés publics de travaux en vigueur lors de la remise des offres,
- les Documents Techniques Unifiés (DTU),
- les Normes françaises,

Les documents opposables sont ceux en vigueur lors de la remise des offres ou lors du mois d'établissement des prix (mois M_0 études), tel que défini à l'Acte d'Engagement.

Ils seront, éventuellement, complétés ou modifiés par les documents en vigueur lors de l'élaboration du dossier de consultation des entreprises.

ARTICLE 3 – TVA

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

CHAPITRE II - PRIX ET RÈGLEMENT DES COMPTES

ARTICLE 4 - FORFAIT DE RÉMUNÉRATION

4.1. FIXATION DU FORFAIT DÉFINITIF DE RÉMUNÉRATION

Le forfait définitif de rémunération est arrêté dès que le coût prévisionnel des travaux est établi. Lorsque le coût prévisionnel des travaux, tel qu'il est défini à l'article 9 du présent CCAP proposé par le maître d'œuvre **après études d'APS**, est égal à la part de l'enveloppe financière affectée aux travaux par le maître de l'ouvrage, la notification de la décision de réception par le maître de l'ouvrage de l'élément APS vaut transformation du forfait provisoire de rémunération en forfait définitif.

Lorsque le coût prévisionnel des travaux proposé par le maître d'œuvre et accepté par le maître de l'ouvrage n'est pas égal à l'enveloppe financière affectée aux travaux, l'avenant permettant de fixer le coût prévisionnel de ces travaux, tel que prévu à l'article 9, fixe le forfait définitif de rémunération.

Le forfait définitif s'obtient en appliquant au forfait provisoire un coefficient de correction. Ce coefficient se calcule en divisant le coût prévisionnel par le montant de l'enveloppe financière affectée aux travaux.

4.2. DISPOSITIONS DIVERSES

Ce forfait est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission.

Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

La partie du forfait de rémunération correspondant aux éléments de mission déjà réalisés est considérée comme définitive et non révisable.

Le forfait définitif est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois m_0 des études figurant à l'acte d'engagement.

ARTICLE 5 – PRIX

5.1. FORME DU PRIX

Le prix est ferme.

5.2. MOIS D'ÉTABLISSEMENT DU PRIX DU MARCHÉ

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m_0 (m_0 Etudes) fixé dans l'acte d'engagement.

5.3. ACTUALISATION DU PRIX FERME

Le prix ferme sera actualisé si un délai supérieur à six mois s'écoule entre la date (ou le mois) d'établissement du prix initial et la date de commencement d'exécution des prestations.

Cette actualisation est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient d'actualisation (C1) donné par la formule :

$$C1 = 0,15 + 0,85 \left(\frac{I_{m-3}}{I_0} \right)$$

dans laquelle :

I_0 : Index ingénierie du mois m_0 Etudes (mois d'établissement du prix)

I_{m-3} : Index ingénierie du mois antérieur de trois mois au mois « m » contractuel de commencement des études.

Ce mois « m » est celui de l'accusé de réception par le titulaire de la notification de son marché.

ARTICLE 6 - RÈGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE

6.1. ACOMPTES

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques, dans les conditions suivantes :

6.1.1. Pour l'établissement des documents d'études suivants : ESQ, APS, APD, PRO:

Les prestations incluses dans l'élément ci-dessus ne peuvent faire l'objet d'un règlement qu'après achèvement total de chaque élément et réception par le maître de l'ouvrage telle que précisée à l'article 7.2.2 du présent CCAP.

6.1.2. Pour l'exécution du Visa :

Les prestations incluses dans l'élément visa sont réglées après production d'un document récapitulatif de l'ensemble des études et plans d'exécution, qui sont présentées au visa du maître d'œuvre, par les entreprises, complété par les dates auxquelles les études et plans d'exécution ont été visés par le maître d'œuvre, accompagné des justificatifs nécessaires.

6.1.3. Pour l'exécution des prestations ACT :

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées après notification aux entreprises, par le maître d'œuvre, du ou des marchés de travaux.

6.1.4. Pour l'exécution des prestations de contrôle d'exécution (DET et AOR) :

a) Élément DET (direction des travaux). Les prestations incluses dans l'élément de mission DET sont réglées comme suit :

- en fonction de l'avancement des travaux, sous forme d'acomptes, proportionnellement au montant des travaux effectués depuis le début : 75%
- à la date de l'accusé de réception, par le maître de l'ouvrage du projet de décompte final et après traitement des réclamations éventuelles des entreprises : 25%

b) Élément AOR (Assistance lors des opérations de réception et pendant la garantie de parfait achèvement). Les prestations incluses dans cet élément sont réglées comme suit :

- à l'issue des opérations préalables à la réception : à la date d'accusé de réception par le maître de l'ouvrage du procès verbal des opérations préalables à la réception : 20% ;
- à la remise du dossier des ouvrages exécutés : 40% ;
- à l'achèvement des levées de réserves : 20% ;
- à la fin du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages prévu à l'article 44-1 du CCAG applicable aux marchés de travaux ou à l'issue de sa prolongation décidée par le maître de l'ouvrage en application du 44.2 dudit CCAG : 20%.

6.1.5. Montant de l'acompte

Le règlement des sommes dues au maître d'œuvre fait l'objet d'acomptes périodiques, dont la fréquence est déterminée aux articles 6.1.1. à 6.1.4. ci-dessus, calculés à partir de la différence entre deux décomptes périodiques successifs.

a) Projet de décompte périodique

Pour l'application des articles 12 et 12 bis du CCAG-PI, le maître d'œuvre **envoie au mandataire**, par lettre recommandée avec avis de réception postal ou lui remet contre récépissé dûment daté, son projet de décompte périodique.

b) Décompte périodique

Le décompte périodique établi par le maître de l'ouvrage, **après visa du mandataire**, correspond au montant des sommes dues du début du marché à l'expiration de la période correspondante, ce montant est évalué en prix de base hors TVA il est établi à partir du projet de décompte périodique en y indiquant successivement :

- l'évaluation du montant, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations effectuées ;
- les pénalités éventuelles pour retard de présentation par le maître d'œuvre des documents d'étude et calculées conformément à l'article 7.1.2. du présent CCAP.

c) Acompte périodique

Le montant de l'acompte périodique à verser au maître d'œuvre est déterminé par le maître de l'ouvrage, **après visa du mandataire**, qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

1) Le montant du décompte périodique ci-dessus moins le montant du décompte précédent.

2) L'incidence de la TVA.

3) Le montant total de l'acompte à verser, ce montant étant la récapitulation des montants 1 et 2 ci-dessus augmentée éventuellement des intérêts moratoires dus au maître d'œuvre. Si le maître d'ouvrage modifie le projet du maître d'œuvre, il notifie au maître d'œuvre l'état d'acompte accompagné du décompte modifié.

6.2. SOLDE

Après constatation de l'achèvement de sa mission, le maître d'œuvre adresse au maître de l'ouvrage, **via le mandataire**, une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final.

6.2.1. Décompte final

Le décompte final établi par le maître d'œuvre comprend :

- a) le forfait de rémunération figurant au projet de décompte final ci-dessus,
- b) la pénalité pour dépassement du seuil de tolérance sur le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître de l'ouvrage, telle que défini à l'article 19 du présent CCAP.
- c) les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au maître d'œuvre en application du présent marché,
- d) la rémunération en prix de base, hors TVA due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission ; cette rémunération étant égale au poste (a) diminuée des postes (b) et (c) ci-dessus.

Ce résultat constitue le montant du décompte final.

6.2.2. Décompte général – Etat du solde

Le mandataire établit, pour le maître de l'ouvrage, le décompte général qui comprend :

- a) le décompte final ci-dessus,
- b) la récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le maître de l'ouvrage,
- c) le montant, en prix de base hors TVA, du solde ; ce montant étant la différence entre le décompte final et le décompte antérieur,
- d) l'incidence de la TVA,
- e) l'état du solde à verser au titulaire ; ce montant étant la récapitulation des postes c) et d) ci-dessus,
- f) la récapitulation des acomptes versés ainsi que du solde à verser ; cette récapitulation constitue le montant du décompte général.

Sur proposition et visa du mandataire, le maître de l'ouvrage notifie au maître d'œuvre le décompte général et l'état du solde.

Le décompte général devient définitif après acceptation par le maître d'œuvre.

6.3. DÉLAIS DE PAIEMENT

Le délai global de paiement ne peut excéder 45 jours.

CHAPITRE III – DELAIS, PENALITES POUR RETARD

ARTICLE 7 – PHASE "ETUDES" ET DOE

7.1. ETABLISSEMENT DES DOCUMENTS D'ÉTUDE

7.1.1. Délais

Les délais d'études sont fixés au maximum à **10 semaines jusqu'au DCE (2,5 mois de délais) et 13 semaines au total.**

Les délais maximums d'établissement des documents d'études sont fixés comme indiqué ci-après :

Etapes	Délais
ESQ	1 semaine
APS	2 semaines
APD	2 semaines
Dossier de permis de construire	1 semaine
PRO	2 semaines
DCE	2 semaines
VISA	1 semaine
DOE	2 semaines

Le point de départ de ces délais est fixé comme suit :

- ESQ : date de l'accusé de réception, par le maître d'œuvre de la notification du marché.
- APS - APD – permis de construire – PRO – DCE : date de l'accusé de réception par le maître d'œuvre du prononcé de la réception du document d'études le précédant dans l'ordre chronologique de déroulement de l'opération.
- VISA : date de la remise par l'entreprise des études d'EXE.
- DOE : date de réception des travaux.

7.1.2. Pénalités pour retard dans **l'établissement et la présentation des dossiers d'études**, ainsi que les éventuelles reprises d'études.

En cas de retard dans la présentation des documents indiqués ci-dessus, le maître d'œuvre subit sur ses créances des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est de **50 euros HT**. Ce **montant de pénalités est plafonné à 30%** du montant de la rémunération totale des honoraires dus.

7.2. RÉCEPTION DES DOCUMENTS D'ÉTUDES

7.2.1. Présentation des documents

Par dérogation à l'article 32, 2° alinéa du CCAGPI, le maître d'œuvre est dispensé d'aviser par écrit le maître de l'ouvrage de la date à laquelle les documents d'études lui seront présentés

7.2.2. Nombre d'exemplaires et acceptation des documents d'études

Les documents d'études sont remis par le maître d'œuvre **au mandataire** pour vérification et réception en 3 exemplaires dont 1 reproductible.

C'est le mandataire qui transmet ces documents au maître de l'ouvrage.

Le tableau ci-après précise le support de transmission et le nombre d'exemplaires à fournir.

Le maître de l'ouvrage se réserve tout droit de reproduction des documents ci-dessous dans le cadre de l'opération envisagée.

Document	Support	Nombre d'exemplaires papier
ESQ	Papier et informatique (1)	3 exemplaires
APS	Papier et informatique (1)	3 exemplaires
APD	Papier et informatique (1)	3 exemplaires
Permis de construire	Papier et informatique (1)	5 exemplaires
PRO	Papier et informatique (1)	3 exemplaires
DCE	Papier et informatique (1)	3 exemplaires
DOE	Papier et informatique (1)	3 exemplaires

(1) sur CD dans des formats exploitables par le maître d'ouvrage: doc, xls, dgn, dwg ou dxf.

7.2.3 Réception des documents par le maître d'ouvrage

Après avis du mandataire, le maître d'ouvrage se prononce sur la réception de chaque dossier d'étude et précise éventuellement ses observations, que le maître d'œuvre doit suivre dans les délais précisés à cette occasion.

ARTICLE 8 – PHASE «TRAVAUX»

8.1. VÉRIFICATION DES PROJETS DE DÉCOMPTES MENSUELS DES ENTREPRENEURS

Au cours des travaux, le maître d'œuvre doit procéder, conformément à l'article 13 du CCAG applicable aux marchés de travaux à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur et qui lui sont transmis par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis contre récépissé. Après vérification, le projet de décompte mensuel devient le décompte mensuel.

Le maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 13.2 du CCAG applicable aux marchés de travaux le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur. Il transmet **au mandataire pour mandatement par le maître d'ouvrage** l'état d'acompte correspondant, qu'il notifie à l'entrepreneur par ordre de service accompagné du décompte ayant servi de base à ce dernier si le projet établi par l'entrepreneur a été modifié.

8.1.1. Délai de vérification

Le délai de vérification par le maître d'œuvre du projet de décompte mensuel de l'entrepreneur est fixé à 7 jours à compter de la date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.

8.1.2. Pénalités pour retard

Si ce délai n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt, sur ses créances, des pénalités dont le taux par jour de retard, y compris les dimanches et jours fériés est fixé à la plus élevée des deux sommes suivantes :

- soit 1/500^{ème} du montant, en prix de base hors TVA, de l'acompte de travaux correspondant.,
- soit le montant des intérêts moratoires que le maître d'ouvrage aura été conduit à verser aux entrepreneurs concernés, du fait du retard du maître d'œuvre.

8.2. VÉRIFICATION DU PROJET DE DÉCOMPTÉ FINAL DE L'ENTREPRENEUR

A l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur conformément à l'article 13.3 du CCAG applicable aux marchés de travaux et qui lui a été transmis par l'entrepreneur par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis contre récépissé.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. A partir de celui-ci le maître d'œuvre établit, dans les conditions définies à l'article 13.41 du CCAG applicable aux marchés de travaux, le décompte général.

8.2.1. Délai de vérification

Le délai de vérification du projet de décompte final et l'établissement du décompte général est fixé à 7 jours à compter de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.

8.2.2. Pénalités pour retard

En cas de retard dans la vérification de ce décompte, le maître d'œuvre encourt, sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour de retard, y compris les dimanches et jours fériés, est fixé à 1/500^{ème} du montant HT du décompte général.

Au cas où le maître d'ouvrage est conduit, du fait du retard du maître d'œuvre, à verser à l'entrepreneur concerné des intérêts moratoires d'un montant plus élevé que la pénalité prévue, c'est ce dernier montant qui est pris en compte en guise de pénalité.

Si le maître d'œuvre n'a pas transmis **au mandataire** les projets de décompte mentionnés ci-dessus dans les délais prescrits, le maître de l'ouvrage le met en demeure de le faire dans un délai qu'il fixe.

A l'expiration de ce délai, le maître de l'ouvrage peut faire vérifier les projets de décompte aux frais du maître d'œuvre défaillant.

CHAPITRE IV - EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE JUSQU'A LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX

ARTICLE 9 - COÛT PRÉVISIONNEL DES TRAVAUX

Le maître d'œuvre s'engage sur un coût prévisionnel sur la base de l'exécution des études d'Avant Projet Sommaire.

Le coût prévisionnel des travaux est le montant de toutes les prestations nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'ouvrage **à l'exclusion** :

- du forfait de rémunération ;
- des dépenses de libération d'emprise ;
- des dépenses d'exécution d'œuvre d'art confiée à un artiste ou à un maître ;
- des frais éventuels de contrôle technique ;
- de la prime éventuelle de l'assurance «dommages» ;
- de tous les frais financiers.

Si le coût prévisionnel proposé par le maître d'œuvre au moment de la remise des prestations de l'élément APS est supérieur à l'enveloppe financière arrêtée par le maître de l'ouvrage à l'article B.2 de l'acte d'engagement, le maître de l'ouvrage peut refuser de réceptionner les prestations et demander au maître d'œuvre, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière citée ci-dessus.

Si le coût prévisionnel proposé par le maître d'œuvre est égal à l'enveloppe financière affectée aux travaux, la notification de la décision de réception par le maître d'œuvre de l'élément APS, vaut transformation de l'enveloppe financière affectée aux travaux en coût prévisionnel.

Si le coût prévisionnel accepté par le maître de l'ouvrage n'est pas égal à l'enveloppe financière affectée aux travaux, un avenant fixe le coût prévisionnel.

ARTICLE 10 - CONDITIONS ÉCONOMIQUES D'ÉTABLISSEMENT

Le coût prévisionnel des travaux est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m_0 (m_0 Etudes) fixé par l'acte d'engagement.

ARTICLE 11 - TOLÉRANCE SUR LE COÛT PRÉVISIONNEL DES TRAVAUX

Le coût prévisionnel des travaux est assorti d'un taux de tolérance de **6,5%**.

ARTICLE 12 - SEUIL DE TOLÉRANCE

Le seuil de tolérance est égal au coût prévisionnel des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à l'article 11.

L'avancement des études permet au maître d'œuvre lors de l'établissement des prestations de chaque élément de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître de l'ouvrage le lui demande.

ARTICLE 13 - COÛT DE REFERENCE DES TRAVAUX

Lorsque le maître de l'ouvrage dispose des résultats de la mise en compétition relative à la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre établit le coût (coût de référence) des travaux tel qu'il résulte de la consultation.

Ce coût est obtenu en multipliant le montant des offres considérées, tous critères confondus, comme les plus intéressantes par le maître de l'ouvrage, par un coefficient de réajustement égal au rapport des index BT01 (catégorie bâtiment) pris respectivement au mois m_0 des études du marché de maîtrise d'oeuvre et au mois m_0 des offres travaux ci-dessus.

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Si le coût est supérieur au seuil de tolérance, le maître de l'ouvrage peut déclarer l'appel d'offres infructueux.

Le maître de l'ouvrage peut également demander la reprise des études. Le maître d'oeuvre a l'obligation de les reprendre, conformément au programme initial et sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance.

Le maître d'œuvre fait des propositions dans ce sens au maître de l'ouvrage dans un délai de 21 jours suivant la demande.

Sur la base de cette nouvelle étude et après acceptation par le maître de l'ouvrage, le maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 15 jours à compter de l'accusé de réception de cette acceptation afin de permettre au maître de l'ouvrage de lancer une nouvelle procédure de consultation des entreprises.

CHAPITRE V - EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'OEUVRE APRES PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX

ARTICLE 14 - COÛT DE RÉALISATION DES TRAVAUX

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître de l'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montant initiaux des marchés de travaux.

Le coût de réalisation est notifié par le maître de l'ouvrage au maître d'œuvre. Le maître d'œuvre s'engage à le respecter.

Le maître d'œuvre est réputé avoir prévu, dans le document ayant servi de base à la consultation des entreprises, tous les travaux nécessaires à la réalisation du programme et du projet.

ARTICLE 15 - CONDITIONS ÉCONOMIQUES D'ÉTABLISSEMENT

Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m_0 correspondant au mois de remise de l'offre ayant permis la passation des contrats de travaux.

ARTICLE 16 - TOLÉRANCE SUR LE COÛT DE RÉALISATION DES TRAVAUX

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance. Ce taux de tolérance est égal à **2,5%**.

ARTICLE 17 - SEUIL DE TOLÉRANCE SUR LE COÛT DE RÉALISATION DES TRAVAUX

Le seuil de tolérance est égal au coût de réalisation des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance indiqué à l'article 16.

ARTICLE 18 - COMPARAISON ENTRE RÉALITÉ ET TOLÉRANCE

Le coût constaté déterminé par le maître de l'ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base, des travaux réellement exécutés dans le cadre des contrats, marchés, avenants, intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révisions de prix.

ARTICLE 19 - PÉNALITÉS POUR DÉPASSEMENT DU SEUIL DE TOLÉRANCE

Si le coût constaté est supérieur au seuil de tolérance tel que défini à l'article 17, le concepteur supporte une pénalité égale à la différence entre le coût constaté et le seuil de tolérance multiplié par le taux défini ci-après.

Ce taux est de 20%.

Cependant, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15 % du montant de la rémunération des éléments postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

ARTICLE 20 - ORDRES DE SERVICE

Dans le cadre de l'élément de mission «Direction de l'exécution des travaux» (DET) le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination de l'entrepreneur. Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés et numérotés, adressés à l'entrepreneur en deux exemplaires. Celui-ci renvoie immédiatement au maître d'oeuvre l'un des deux exemplaires après l'avoir signé et y avoir porté la date à laquelle il l'a reçu.

Cependant, en aucun cas, le maître d'œuvre ne peut notifier des ordres de service relatifs à :

- la notification de la date de commencement des travaux,
- le passage à l'exécution d'une tranche conditionnelle,
- la notification de prix nouveaux aux entrepreneurs pour des ouvrages ou travaux non prévus, sans avoir recueilli au préalable l'accord du maître de l'ouvrage.

Une copie des ordres de service précisant les dates doit être remise au maître de l'ouvrage lui permettant de s'assurer à tout moment qu'ils ont bien été délivrés dans les délais impartis.

ARTICLE 21 - PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Conformément à l'article 9 du CCAG-PI, le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'oeuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

ARTICLE 22 - DIRECTION DE L'EXÉCUTION DES TRAVAUX

Conformément aux dispositions de l'article 1.4 du présent CCAP, la direction de l'exécution des travaux incombe au maître d'œuvre qui est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages. Il est tenu de faire respecter par l'entreprise l'ensemble des stipulations du marché de travaux et ne peut y apporter aucune modification.

ARTICLE 23 - ACHÈVEMENT DE LA MISSION

La mission du maître d'œuvre s'achève à la fin du délai de «Garantie de parfait achèvement» (prévue à l'article 44.1, 2° alinéa du CCAG applicable aux marchés de travaux) ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

L'achèvement de la mission fera l'objet d'une décision établie sur demande du maître d'œuvre, par le maître de l'ouvrage, dans les conditions de l'article 33 du CCAG-PI et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

CHAPITRE VI - RESILIATION DU MARCHE. CLAUSES DIVERSES

ARTICLE 24 - RÉSILIATION DU MARCHÉ

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 35 à 40 inclus du CCAG-PI avec les précisions suivantes :

Outre les cas visés à l'article 37.1 du CCAG/PI, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire dans le cas où le maître d'œuvre s'avèrerait incapable de concevoir un projet pouvant faire l'objet de marchés de travaux traités dans les limites du seuil de tolérance fixé à l'article 12 du présent CCAP, ou bien dans le cas d'appel à la concurrence infructueux, lorsque le titulaire ne pourrait mener à bien les études ou négociations permettant la dévolution des marchés dans les limites du seuil de tolérance.

Dans ce cas, le décompte de liquidation est opéré dans les conditions visées à l'article 37.5 du CCAG-PI.

ARTICLE 25 - CLAUSES DIVERSES

25.1. ASSURANCES

Le maître d'œuvre doit être titulaire d'une assurance couvrant les responsabilités découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-6 et 2270 du code civil.

Le maître d'œuvre doit également être titulaire d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir du fait de l'exécution de sa mission.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché, le maître d'œuvre devra fournir les attestations d'assurance correspondantes justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que les garanties sont en rapport avec l'importance de l'opération.

25.2. ARRÊT DE L'EXÉCUTION DE LA PRESTATION

Conformément à l'article 18 du CCAG-PI, **le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des phases techniques** constituées par les éléments de mission tels que définis à l'article 1.4 du présent CCAP.

ARTICLE 26 - DÉROGATIONS AU CCAG-PI

Article du CCAG	Article du CCAP par lequel est introduite cette dérogation
32, 2° alinéa 13-42	7.2.1 8.2.2

Fait à Champey

Le 25 mars 2008

Le Maire,

Jean VALLEY

H



Jean VALLEY

Le maître d'œuvre (1) :

A (2)

le (2)

(1) signature à précéder de la mention "lu et approuvé"

(2) lieu et date de signature